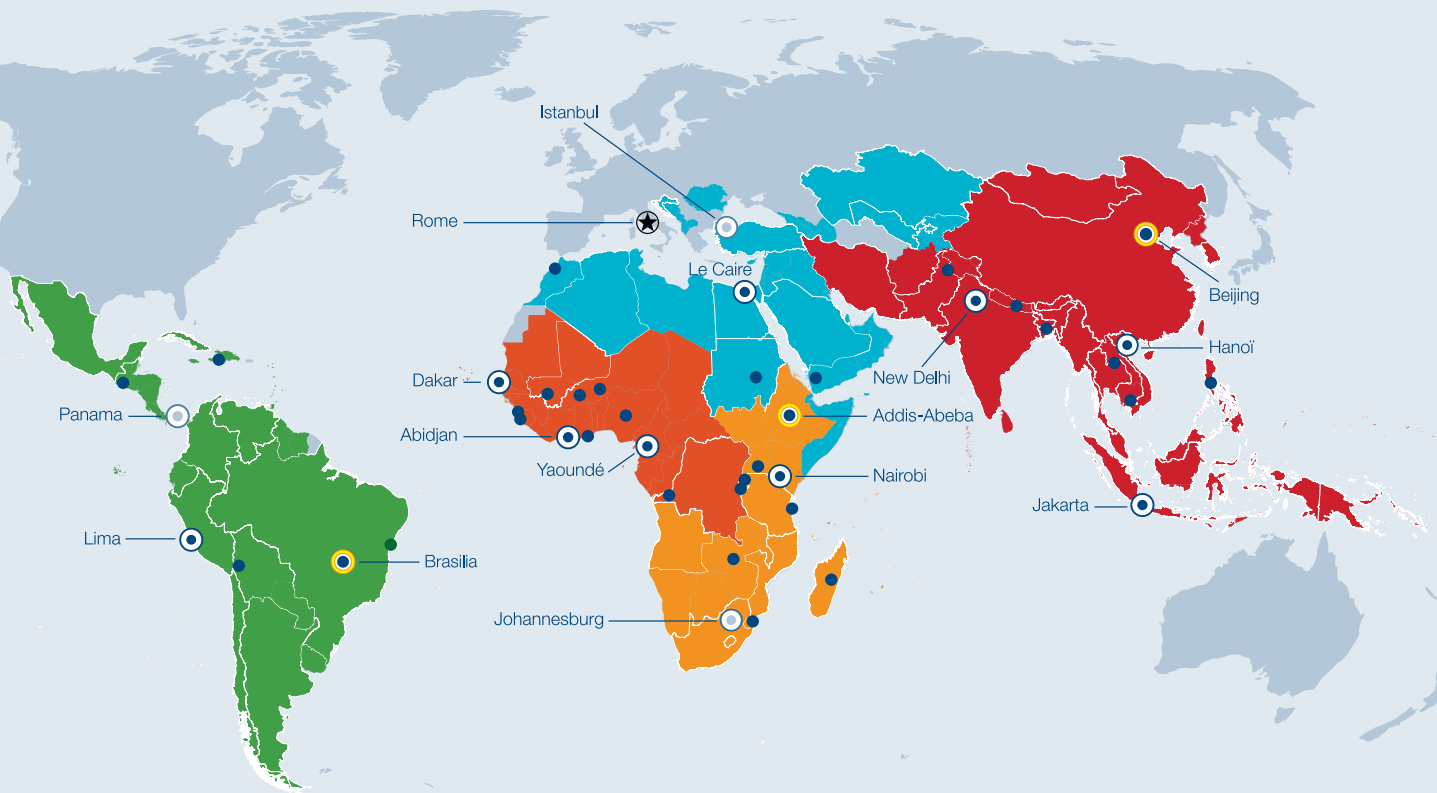


RAPPORT ANNUEL 2017



LES LIEUX D'INTERVENTION DU FIDA ET LE PORTEFEUILLE EN COURS



Amérique latine et Caraïbes
 34 projets en cours
 dans 19 pays
 600,6 millions d'USD
 de financements du
 FIDA en cours

Afrique de l'Ouest et du Centre
 35 projets en cours
 dans 21 pays
 1 195,4 millions
 d'USD de
 financements du
 FIDA en cours

Afrique orientale et australe
 42 projets en cours
 dans 17 pays
 1 591,5 millions
 d'USD de
 financements du
 FIDA en cours

Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe
 42 projets en cours
 dans 20 pays
 913,2 millions d'USD
 de financements du
 FIDA en cours

Asie et Pacifique
 58 projets en cours
 dans 20 pays
 2 201,0 millions
 d'USD de
 financements du
 FIDA en cours

★ Siège du FIDA
 ● Bureau de pays du FIDA

⦿ Plateforme
 ○ Plateforme (prévue)

⦿ Centre régional de savoir et de CSST
 ● Bureau satellite

**IFAD11
FIDA11**

Le FIDA agit

encore plus, encore mieux et de manière encore plus avisée

Les États membres du FIDA se sont réunis entre février 2017 et février 2018 dans le cadre de la Consultation sur la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11), qui couvre la période 2019-2021.

À sa cinquième et dernière session, la Consultation est parvenue à un accord sur le niveau cible de la reconstitution des ressources et sur le programme de prêts et dons des trois années couvertes par FIDA11.

CIBLE ÉTABLIE POUR FIDA11

Le FIDA mobilisera des ressources de base à hauteur de **1,2 milliard d'USD** pour financer un programme de prêts et dons d'un montant total de **3,5 milliards d'USD**

Les partenariats stratégiques en matière de financement, de savoirs, de sensibilisation et d'influence au niveau mondial seront des pierres angulaires.



Pour la première fois, l'emprunt auprès des États membres et de leurs institutions fera partie intégrante du cadre financier du Fonds.

Le Fonds conservera sa portée universelle et proposera une combinaison d'activités de soutien associant des prêts et des activités hors prêts à l'ensemble de ses États membres en développement.



Le FIDA engagera des préparatifs dans la perspective d'éventuels emprunts sur les marchés.

ENGAGEMENTS DE FIDA11

90% des contributions des États membres iront à des pays à faible revenu ainsi qu'à des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure

Le FIDA continuera d'accorder **50%** de ses ressources à l'Afrique

et **25 à 30%** à des situations de fragilité



au climat +

L'intégration des questions relatives



à la nutrition +



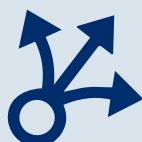
à l'égalité des sexes +

aux opérations appuyées par le FIDA sera poursuivie.



à la jeunesse

LE MODÈLE OPÉRATIONNEL ET FINANCIER DU FIDA SERA AMÉLIORÉ DE FAÇON À:



Renforcer les cadres régissant l'allocation et l'utilisation des ressources afin de garantir l'excellence opérationnelle.



Renforcer l'accent mis sur l'optimisation de l'utilisation des ressources et garantir un engagement en faveur de la transparence, de l'obligation de rendre compte et des résultats.



Intensifier la mobilisation des ressources et renforcer les capacités du FIDA dans son rôle de rassembleur de financements en faveur du développement.

Avant-propos du Président



En 2017, le FIDA a engagé de grandes réformes en vue d'accroître son impact sur la faim et la pauvreté rurales et de contribuer, dans la plus large mesure possible, à la réalisation des Objectifs de développement durable. Nous avons créé un nouveau modèle opérationnel et une nouvelle stratégie financière pour veiller à ce que l'organisation soit adaptée à sa mission et à ce qu'elle contribue pleinement au Programme de développement durable à l'horizon 2030, en particulier concernant l'engagement à ne laisser personne de côté.

Le FIDA investit la totalité de son portefeuille dans les zones rurales des pays en développement, où vivent et travaillent 80% des personnes les plus pauvres au monde. Depuis 40 ans, c'est la tâche qui nous a été confiée, et nous devons toujours nous demander comment faire plus, et mieux, pour les personnes au service desquelles nous intervenons.

Au cours de la Consultation sur la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11), avec l'accord de nos États membres, nous avons renouvelé nos approches dans les domaines suivants:

- la mobilisation de ressources destinées au financement des projets que nous appuyons, et l'effet multiplicateur de ces ressources;
- l'affectation de ces ressources aux pays qui en ont le plus besoin et qui en feront le meilleur usage;
- l'excellence, les résultats et l'impact sur le terrain;
- la sensibilisation, la recherche d'influence et l'établissement de partenariats pour le compte des populations rurales pauvres.

Notre objectif concernant la mobilisation de ressources est double. Nous augmenterons le volume des ressources mobilisées au travers des approches classiques, les contributions de base des États membres à la reconstitution des ressources demeurant la composante de base des financements du FIDA. Toutefois, en parallèle, nous sommes en train de renforcer notre capacité à exercer un effet de levier à partir de ces ressources, et à mobiliser des financements en faveur du développement issus d'autres sources, notamment du secteur privé.

Le Cadre d'emprunt souverain du FIDA, approuvé en 2015, nous permet de lever des fonds par le biais d'emprunts auprès des États membres et de leurs institutions. En 2017, nous sommes allés un peu plus loin, le Conseil d'administration ayant adopté le Cadre des prêts de partenaires consentis à des conditions favorables, qui sera un élément clé de notre nouvelle stratégie financière.

Le FIDA gère l'attribution des ressources aux États membres emprunteurs par le biais du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP). En 2017, nous avons révisé la formule approuvée pour application sur la période couverte par FIDA11 (2019-2021) afin d'améliorer deux aspects essentiels de l'allocation de ressources – la transparence et le ciblage. En outre, nous avons pris l'engagement d'attribuer 90% de nos ressources de base à des pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire de la tranche inférieure durant FIDA11. Nous prévoyons aussi d'accorder environ 45% de nos ressources de base à l'Afrique subsaharienne, et 50% au continent africain dans son ensemble. Les pays présentant des situations de majeure fragilité – notamment en raison de conflits ou d'une insécurité alimentaire chronique – recevront 25-30% de ces ressources.

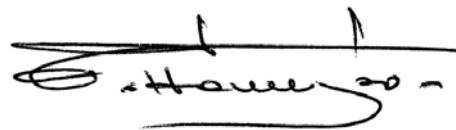
Le troisième changement majeur intervenu en 2017 a concerné le renforcement stratégique de la présence du FIDA à travers le monde grâce à la décentralisation. Quarante bureaux de pays du FIDA appuieront des opérations sur le terrain dans nos cinq régions d'intervention. Douze de ces bureaux seront des plateformes régionales, lesquelles sont en train d'être renforcées par une masse critique de personnel en vue d'intensifier l'appui que nous fournissons aux États membres, nos partenariats avec les gouvernements et autres acteurs, et notre participation à l'élaboration des politiques. Tous ces éléments sont essentiels pour accroître la rapidité, la qualité et l'échelle de nos interventions.

Trois des bureaux de pays du FIDA seront des centres régionaux dédiés à la coopération Sud-Sud et triangulaire et aux savoirs. Ils faciliteront l'établissement de solides partenariats fondés sur les savoirs et garantiront le partage, la reproduction et la transposition à plus grande échelle des enseignements tirés et des innovations fructueuses.

En 2017, nous avons approuvé un programme de prêts et dons de 1,3 milliard d'USD – supérieur de 57% à celui de 2016, qui était de 829,2 millions d'USD. Ce montant total a permis de financer 32 nouveaux programmes et projets et d'apporter des financements additionnels à des activités en cours ayant obtenu de bons résultats. En outre, les décaissements destinés aux États membres ont progressé de plus de 14% par rapport à 2016.

Il faut toutefois se garder d'un excès d'optimisme. Alors que d'immenses défis mondiaux – tels que l'accroissement du nombre de personnes souffrant de la faim, l'intensification des effets des changements climatiques, les migrations de masse et le creusement des inégalités économiques – menacent les vies et les moyens d'existence des femmes et des hommes les plus vulnérables au monde, le paysage du développement évolue, et le FIDA doit évoluer avec lui. Nous prenons des mesures conformes au programme d'ensemble de réforme de l'ONU pour accroître notre impact grâce à une meilleure coordination avec nos partenaires, notamment les autres organisations ayant leur siège à Rome.

Le dernier point ayant obtenu l'aval de nos membres en 2017 a été le renforcement de la transparence dans tous nos domaines d'activité. C'est sur la transparence que se fonde le principe de responsabilité, et ce principe est essentiel pour autonomiser les populations rurales pauvres pour qui nous œuvrons. Par ailleurs, la transparence favorise une utilisation plus efficace des ressources, l'amélioration des données, un suivi plus attentif et, surtout, de meilleurs résultats et un impact plus important sur la pauvreté rurale et la faim.



GILBERT F. HOUNGBO
Président du FIDA

OPÉRATIONS INTERNATIONALES, PAR RÉGION

Asie et Pacifique

ÉLÉMENTS MARQUANTS DE LA GESTION DU PORTEFEUILLE

58 PROGRAMMES ET PROJETS EN COURS

en partenariat avec 20 gouvernements bénéficiaires dans la région à la fin de 2017

2,2 milliards d'USD

INVESTIS PAR LE FIDA dans le portefeuille régional en cours

1 NOUVEAU

programme d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats (COSOP-AR) pour les Philippines

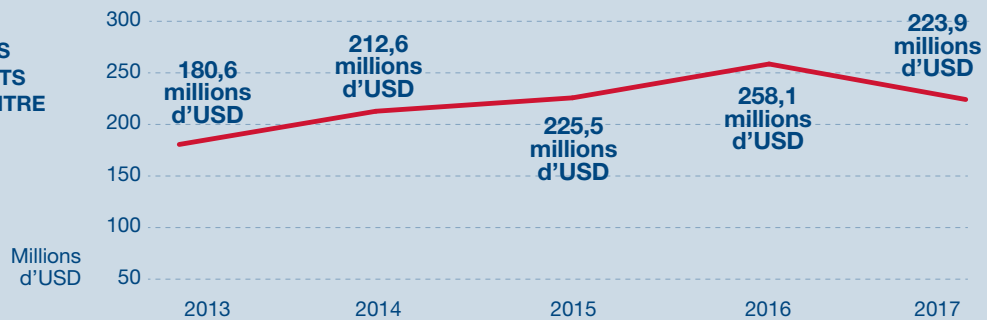
8 NOUVEAUX PROGRAMMES ET PROJETS

dans les pays suivants: Bangladesh, Inde, Indonésie, Népal, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Sri Lanka et Tonga; des financements additionnels pour des projets en cours dans les pays suivants: Afghanistan, Cambodge, Inde, Myanmar, Pakistan et Sri Lanka

452,1 millions d'USD

DE FINANCEMENT APPROUVÉ EN 2017

MONTANT ANNUEL DES DÉCAISSEMENTS RELATIFS À DES PRÊTS ET À DES DONS AU TITRE DU CADRE POUR LA SOUTENABILITÉ DE LA DETTE (CSD)



36 PAYS

Les chiffres correspondent au nombre de programmes et projets en cours d'exécution

Afghanistan – 2
Bangladesh – 6
Bhoutan – 1
Cambodge – 4
Chine – 4
Fidji – 1
Îles Cook
Îles Marshall
Îles Salomon – 1

Inde – 8
Indonésie – 3
Iran (République islamique d')
Kiribati – 1
Malaisie
Maldives – 2
Micronésie (États fédérés de)

Mongolie – 1
Myanmar – 1
Nauru
Népal – 5
Nioué
Pakistan – 4
Palaos
Papouasie-Nouvelle-Guinée – 1

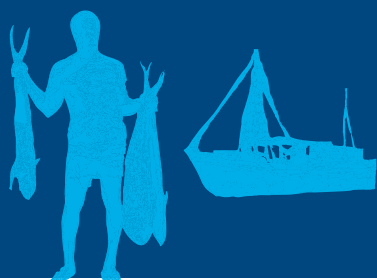
Philippines – 4
République de Corée
République démocratique populaire lao – 3
République populaire démocratique de Corée
Samoa
Sri Lanka – 2
Thaïlande

Timor-Leste
Tonga
Tuvalu
Vanuatu
Viet Nam – 4

Pays bénéficiant actuellement de dons au titre de l'ASAP

COUP DE PROJECTEUR SUR LES RÉSULTATS: INDONÉSIE

Le Projet de développement des communautés côtières a touché environ **104 000** ruraux, répartis sur **13 provinces**.



Depuis le début du projet, en 2013:

Les taux de malnutrition infantile aiguë ont été réduits de

moitié



Le pourcentage d'enfants sous-alimentés est tombé de

21% à 5%



Les ressources marines ont été maintenues ou améliorées dans

80% des zones gérées par le projet



La gestion des ressources marines donne un coup de pouce aux revenus des ménages en Indonésie

Des familles indonésiennes vivant au sein de communautés pauvres, sur la côte ou sur des petites îles, gagnent davantage d'argent et augmentent leurs actifs tout en protégeant les ressources marines en participant à un projet appuyé par le FIDA. Entre 2013 et 2017, la valeur des produits issus de la mer vendus par les ménages de la zone du projet a augmenté en moyenne de 30%.

Intervenant dans plus de 180 villages répartis sur 13 provinces, le Projet de développement des communautés côtières encourage le secteur des entreprises axées sur les ressources de la mer comme moteur de la croissance économique générale. Étant donné qu'en Indonésie de très nombreux ruraux vivent à proximité de l'océan, le bien-être de ces communautés dépend souvent de la disponibilité de ressources comme le poisson, les crustacés et les algues. Le projet a par conséquent introduit l'aquaculture et appuyé des initiatives visant à accroître l'efficacité des pêches et des techniques de transformation.

Afin d'assurer la durabilité des ressources marines essentielles, le projet a également créé, dans pratiquement tous les villages, un groupe à assise communautaire chargé de la gestion des ressources côtières. Ces groupes ont été pleinement associés aux processus de gestion côtière et de planification villageoise, où ils ont identifié de nouvelles manières innovantes de générer des revenus et, en même temps, d'appuyer la durabilité des ressources marines. Ainsi, l'initiative d'écotourisme "Mangrove in Love" invite les visiteurs à une promenade entre les arbres sur un chemin en forme de cœur. Les recettes sont partagées entre les autorités locales et le secteur privé.

Le projet a touché environ 104 000 personnes vivant dans les zones rurales et a eu un impact important sur la sécurité alimentaire. Depuis le début de ses activités, les taux de malnutrition infantile aiguë ont été réduits de moitié, et les pourcentages d'enfants sous-alimentés sont tombés de 21% à 5%. Les ressources marines ont été maintenues ou améliorées dans 80% des zones gérées par le projet.

Au Bhoutan, des petits exploitants agricoles augmentent leurs revenus et leur résilience face aux changements climatiques

Durant l'année écoulée, près de 17 000 familles agricoles du Bhoutan ont adopté des technologies et des pratiques visant à accroître leurs revenus tout en faisant face aux effets des changements climatiques.

Avec l'appui d'un programme financé par le FIDA, des petits agriculteurs du sud-est du pays ont accru et diversifié leur production par le biais de filières de produits organisées au niveau national, notamment pour les produits laitiers et les légumes.

Le Programme d'amélioration de l'agriculture commerciale et de la résilience des moyens d'existence est financé par un prêt du FIDA de 8,3 millions d'USD, ainsi que par un don de 5 millions d'USD octroyé par le FIDA au titre de son Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP), qui oriente vers les agriculteurs pauvres les financements accordés dans le domaine du climat.

Démarrées en 2015, les activités visent principalement à donner aux paysans pauvres les moyens de commercialiser leur production. Les petits exploitants agricoles, parmi lesquels de nombreuses femmes, accroissent leur productivité et leur capacité de récupérer après des chocs induits par le climat, comme les fortes pluies, l'érosion et la réduction de l'eau disponible pour l'irrigation.

Six villages intelligents face au climat ont été créés pour promouvoir la permaculture, un système d'agriculture durable et autonome. Les agriculteurs y ont rénové les systèmes d'irrigation et ont commencé à planter des pommes de terre, du soja et des graines de moutarde, cultures tolérantes au stress climatique.

Pour aider les familles à diversifier leurs revenus, le programme a investi en fournissant aux groupes de paysans des bovins issus de croisements et en construisant des étables et des centres de collecte du lait équipés de moyens de refroidissement. Les groupes de paysans ont été renforcés et près de 4 700 producteurs laitiers ont bénéficié d'une formation.

Afin d'élargir la portée du programme, 58 agriculteurs chefs de file ont appris à enseigner à d'autres agriculteurs des techniques commerciales et de production. Le programme a pour objectif d'atteindre 29 000 ménages d'ici à 2022.

Bâtir un avenir sur les îles fluviales au Bangladesh

Au Bangladesh, un projet appuyé par le FIDA et associant de multiples partenaires donne à des familles vulnérables les moyens de bâtir, sur les îles fluviales connues sous le nom de chars, un avenir sûr. L'un des principaux aspects de l'action entreprise par ce projet consiste en l'attribution de titres fonciers. S'assurer du droit d'accès à la terre sur laquelle elles vivent et travaillent a été particulièrement important pour les femmes, dont le nom figure désormais sur les documents à côté du nom de leur mari.

Grâce au Projet de développement et de colonisation des chars, plus de 10 000 familles ont

obtenu des titres fonciers, et le même processus est en cours pour 4 000 autres familles.

Le nom de l'épouse est mentionné en premier sur le titre, ce qui signifie que si son conjoint décède, divorce ou l'abandonne, la terre lui appartient en totalité. De ce fait, les femmes ont un avenir plus sûr et deviennent davantage capables de gagner de l'argent et d'exercer leur influence au sein du ménage et à l'extérieur.

Les femmes ayant donc un poids accru dans les décisions familiales, les taux de mariage des enfants ont considérablement diminué et 93 mariages précoces ont été activement empêchés durant la période 2012-2016. La violence sexiste est également

moins fréquente, et l'enregistrement juridique des mariages a augmenté.

Avec la terre comme moyen de garantie et l'appui du projet aux groupes de microcrédit, les femmes sont en mesure d'accéder au crédit et d'acquérir des machines permettant de réduire les besoins en main-d'œuvre, et notamment des petites pompes d'irrigation et des batteuses à riz. L'accès à l'eau à usage domestique a été considérablement amélioré, et la distance moyenne à parcourir pour atteindre une source d'eau sûre est tombée de 382 à 55 mètres; les filles et les femmes économisent ainsi du temps et de l'énergie qu'elles peuvent consacrer à l'école ou à gagner de l'argent.



Récit recueilli sur le terrain

En Afghanistan, des éleveurs voient leurs revenus augmenter et leur nutrition s'améliorer

Dans les provinces afghanes de Kaboul, Parwan et Logar, les populations rurales pauvres parviennent à mieux nourrir leurs familles et à accroître leurs revenus grâce à leur participation au Projet d'élevage et d'agriculture communautaires financé par le FIDA.

Le projet apporte un appui à des petits exploitants et des paysans sans terre et les aide à élever du petit et du grand bétail, à des fins commerciales et alimentaires. Ses activités ont démarré en 2012, et environ 14 000 personnes à ce jour ont reçu une formation en matière de production laitière et d'élevage de volaille. Les groupes vulnérables, parmi lesquels les ménages dirigés uniquement par des femmes, les paysans sans terre, et les *Kuchis* sédentarisés et nomades sont les cibles principales du projet.

Les participants se voient proposer une formation, des intrants et un accès à la technologie, stimulant leur production et renforçant leur résilience face aux revers, et notamment les

maladies du bétail. Les femmes ont entrepris de constituer des groupes d'auto-assistance, ce qui leur permet d'épargner des petites sommes d'argent. Elles acquièrent également des compétences en matière de transformation des produits laitiers et de production de produits en saumure, de confitures et d'autres conserves.

Mme Makai vit dans le village de Laghmani avec son mari, qui est aveugle. Ils possèdent une petite parcelle de terre et deux vaches, et elle dirige maintenant un groupe d'auto-assistance.

“Avec l'aide du projet, le revenu que je tire de mes vaches laitières augmente, ce qui nous permet de répondre à nos besoins quotidiens et nous donne la possibilité d'économiser, à la fin du mois, un montant à consacrer à l'éducation de mes enfants et à l'achat de médicaments,” dit-elle.

“Aujourd'hui, grâce à la formation, ainsi qu'à certains intrants comme les séchoirs solaires, et l'équipement de conditionnement et de transformation et la formation à son utilisation, je peux transformer les produits de manière professionnelle, de sorte que je peux en tirer, sur le marché, un prix raisonnable.”

Afrique orientale et australe

ÉLÉMENTS MARQUANTS DE LA GESTION DU PORTEFEUILLE

42 PROGRAMMES ET PROJETS EN COURS

en partenariat avec 17 gouvernements bénéficiaires dans la région à la fin de 2017

1,6 milliard d'USD

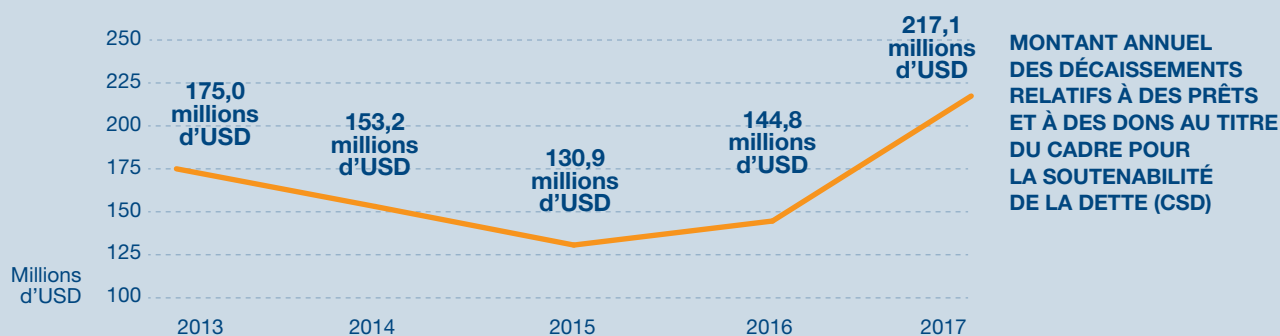
INVESTIS PAR LE FIDA dans le portefeuille régional en cours

7 NOUVEAUX PROGRAMMES ET PROJETS

en Angola (2), au Burundi, aux Comores, au Kenya, à Madagascar et au Malawi; des financements additionnels destinés à des projets en cours au Burundi, en Éthiopie, à Madagascar, au Rwanda et en Zambie

263,1 millions d'USD

DE FINANCEMENT APPROUVÉ EN 2017



21 PAYS

Les chiffres correspondent au nombre de programmes et projets en cours d'exécution

- Afrique du Sud
- Angola – 2
- Botswana – 1
- Burundi – 4
- Comores – 1
- Éthiopie – 4
- Kenya – 4
- Lesotho – 2
- Madagascar – 4
- Malawi – 2
- Maurice
- Mozambique – 3
- Namibie
- Ouganda – 4
- République-Unie de Tanzanie – 1
- Rwanda – 3
- Seychelles – 1
- Soudan du Sud
- *Swaziland – 1
- Zambie – 4
- Zimbabwe – 1

Pays bénéficiant actuellement de dons au titre de l'ASAP

* Le 19 avril 2018, le Swaziland a changé de nom et s'appelle l'Eswatini.

COUP DE PROJECTEUR SUR LES RÉSULTATS: MOZAMBIQUE

Les agricultrices participant au Programme de promotion des marchés ruraux développent leurs compétences en matière de **connaissances financières**, de **commercialisation** et de **négociation**.



25%

des contrats de commercialisation sont aujourd'hui signés par des femmes

Au début du programme, le chiffre correspondant était d'à peine

4%



Les gains moyens par contrat sont passés de

56 USD

à

190 USD



Les multiples dimensions de l'autonomisation des femmes au Mozambique

Pour les femmes et les hommes qui participent au Programme de promotion des marchés ruraux appuyé par le FIDA au Mozambique, les choses changent au sein du ménage, au travail et dans la communauté, car les activités des projets visant à faire évoluer les rapports entre les sexes favorisent l'égalité. Les femmes acquièrent des compétences, de la confiance en soi, un statut et un pouvoir de décision, et leurs revenus augmentent.

Des hommes commencent à participer à des activités traditionnellement considérées comme du domaine féminin, comme la nutrition et les tâches domestiques, et à découvrir que des femmes autonomisées peuvent contribuer aux moyens d'existence du ménage. Le programme utilise le système d'apprentissage interactif entre les sexes (GALS), un système innovant qui encourage les femmes et les hommes à battre en brèche les stéréotypes enracinés relatifs aux spécificités des sexes, ce qui réduit la lourde charge des travaux domestiques incombant aux femmes et libère du temps et de l'énergie pour des activités axées sur le marché.

Lorsque le programme a commencé à faciliter la conclusion de contrats de commercialisation, en 2012, 4% seulement de ces contrats étaient signés par des femmes, et chaque productrice gagnait en moyenne 56 USD par contrat. Aujourd'hui, les femmes signent 25% des contrats et leur gain moyen est de 190 USD. Les ventes réalisées sur la base de contrats assurent généralement des prix plus élevés et un marché garanti.

La formation en matière d'alphabétisation fonctionnelle contribue également à l'autonomisation des femmes, avec 55% de femmes parmi les 18 600 personnes touchées. De nombreuses femmes ont achevé les trois modules proposés par le programme et demandent maintenant un module avancé. Grâce à la formation, les femmes peuvent lire les contrats et les négocier sans crainte d'être dupées.

"Maintenant, je peux lire les chiffres sur la balance lorsque l'on pèse le produit au marché, et obtenir une juste valeur pour un poids juste," déclare l'agricultrice Maria Teresa Cardoso.

Apporter des services financiers aux zones rurales

L'accès aux services financiers essentiels – y compris l'épargne, le crédit et l'assurance – est l'une des nombreuses difficultés auxquelles sont confrontés les petits exploitants agricoles. Des options financières abordables et spécialement adaptées à leurs besoins

sont essentielles pour les producteurs pauvres qui cherchent à accroître leurs revenus et à renforcer leur résilience en passant d'une production de subsistance à une production axée sur le marché.

En Zambie, le Programme d'élargissement du financement rural appuyé par le FIDA intervient en partenariat avec le gouvernement pour introduire des innovations significatives dans le contexte politique, institutionnel et réglementaire de la finance rurale. Un changement important, s'inscrivant dans la marche entreprise par le pays vers l'inclusion financière, a consisté à supprimer les limitations relatives aux types de garanties que peuvent offrir les clients pour obtenir un prêt.

En coopération avec la Banque de Zambie, le programme a fait largement connaître la Loi de 2016 sur les biens meubles, dont on prévoit qu'elle permettra aux micro, petites et moyennes entreprises d'avoir facilement accès au crédit bancaire sans garantie foncière. Le FIDA privilégie la concertation sur les politiques au niveau national, et le programme a aussi contribué à l'élaboration, par le Gouvernement de la Zambie, du document "Stratégie et politiques nationales d'inclusion financière 2017-2022".

Au Kenya, un programme appuyé par le FIDA et désigné sous le nom de PROFIT apporte des incitations à la fourniture, par les banques commerciales, de services financiers aux petits exploitants agricoles, éleveurs, pêcheurs, et petites entreprises et coopératives rurales. À ce jour, 2 300 petits exploitants agricoles ont bénéficié de 14 millions d'USD décaissés par Barclays Bank of Kenya et de 500 000 USD décaissés par Agriculture Finance Corporation. Environ 180 000 ruraux ont accès à des services financiers offerts par des institutions de microfinancement appuyées par le programme. Le secteur de l'agriculture a bénéficié de flux financiers s'élevant à 31,8 millions d'USD.

Renforcement des filières au Malawi et au Burundi

Au Malawi, plus de 37 000 ménages bénéficient d'un programme, appuyé par le FIDA, mettant en œuvre des partenariats public-privé-producteur (4P) pour relier les petits exploitants agricoles aux marchés et accroître leurs revenus. Les ménages interviennent dans la production, la transformation et la commercialisation le long de filières choisies, notamment celles de la pomme de terre, des légumineuses, des produits laitiers, du tournesol, du miel et de la viande bovine.

Dans le cadre des activités du programme, plus de 60 000 petits cultivateurs ont suivi une formation aux bonnes pratiques agricoles pour accroître la quantité et la qualité de leur production, et à la vente collective pour renforcer leur pouvoir

de négociation. Environ 97% des participants ont maintenant accès à des services d'appui améliorés, et 95% des entreprises réalisent des bénéfices.

Le développement de filières inclusives est un aspect important dans l'action du FIDA en Afrique orientale et australe, en particulier parce qu'il existe dans la région un secteur privé dynamique qui coopère de plus en plus avec les petits exploitants dans le cadre de partenariats, offrant un accès aux marchés et des relations commerciales gagnant-gagnant. À l'appui des filières, le programme a aussi financé la construction de

31 entrepôts et centres de collecte de lait, remis en état 700 kilomètres de routes et construit 101 ponts.

Au Burundi, la deuxième phase d'un programme appuyé par le FIDA met l'accent sur les filières des produits laitiers, du riz, des haricots, du maïs et de la banane. Plus de mille éleveurs ont reçu une vache par l'intermédiaire du programme et 34 agents communautaires chargés de la santé animale ont reçu une formation et de l'équipement pour assurer le maintien en bonne santé et la productivité des animaux. Plus de 200 microentreprises ont été établies, et plus de 1 100 emplois créés, dont 450 pour des femmes et des jeunes.



Récit recueilli sur le terrain

Un partenariat du FIDA avec l'Union européenne et le Kenya renforce les activités agroalimentaires des agriculteurs

Le FIDA intervient aux côtés d'agriculteurs kenyans pour les aider à faire face à une sécheresse de longue durée tout en augmentant leur production et en renforçant leur résilience face aux changements climatiques. En 2017, la sécheresse affectant les pays situés autour de la Corne de l'Afrique est entrée dans sa troisième année. En février, le Kenya l'a déclarée catastrophe nationale.

Visant à accroître les revenus des agriculteurs et à renforcer la sécurité alimentaire nationale, le Guichet d'appui à des moyens de subsistance agricoles résilients face au changement climatique, qui relève du Programme de renforcement de la production céréalière au Kenya (KCEP), stimule la production de céréales de base, comme le maïs, le sorgho et le mil, et de légumineuses. L'intervention prend la forme d'un partenariat entre le FIDA, l'Union européenne, le Gouvernement du Kenya et les institutions financières participantes.

Le KCEP utilise un système de coupons électroniques. Il fournit aux paysans participants des

cartes de débit prépayées – payées en partie par le programme pour les trois premières années – qui leur permettent d'acquérir un ensemble adapté d'intrants agricoles auprès de négociants désignés. Cet ensemble comprend des semences, des engrais et de l'équipement d'après récolte, comme des sacs de stockage. Le programme, qui met particulièrement l'accent sur les femmes et les jeunes, touche actuellement plus de 58 000 producteurs auxquels il offre une formation dans plusieurs domaines: technologies agricoles, gestion après récolte et initiation aux questions financières.

Joan Kirui est une jeune agricultrice qui a pratiquement doublé les rendements de son maïs après son adhésion au programme, dont elle a suivi la formation et l'initiation aux questions financières. Utilisant la carte de coupons électroniques émise par sa banque, elle a acheté des semences améliorées et des engrais. Elle a également appris comment espacer les plants et désherber plus fréquemment ses parcelles.

“J'ai fait beaucoup de choses avec l'argent que j'ai gagné”, dit Kirui “et aujourd'hui je n'ai plus de dettes”.

Des agricultrices montrent les cartes de débit prépayées qui leur permettent d'acquérir des intrants.

©FIDA/David Paqui

Amérique latine et Caraïbes

ÉLÉMENTS MARQUANTS DE LA GESTION DU PORTEFEUILLE

34 PROGRAMMES ET PROJETS EN COURS

en partenariat avec 19 gouvernements bénéficiaires dans la région à la fin de 2017

600,6 millions d'USD

INVESTIS PAR LE FIDA dans le portefeuille régional en cours

1 NOUVEAU

programme d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats (COSOP-AR) pour la République dominicaine

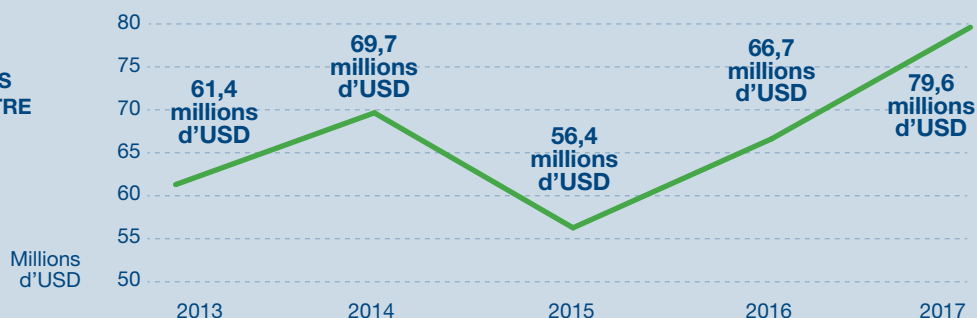
4 NOUVEAUX PROGRAMMES ET PROJETS

en Bolivie, à Grenade, au Mexique et en République dominicaine; un financement additionnel pour un projet en cours au Paraguay

82,7 millions d'USD

DE FINANCEMENT APPROUVÉ EN 2017

MONTANT ANNUEL DES DÉCAISSEMENTS RELATIFS À DES PRÊTS ET À DES DONS AU TITRE DU CADRE POUR LA SOUTENABILITÉ DE LA DETTE (CSD)



33 PAYS

Les chiffres correspondent au nombre de programmes et projets en cours d'exécution

Antigua-et-Barbuda	Colombie - 1	Haïti - 1	République dominicaine - 1	Venezuela (République bolivarienne du) - 1
Argentine - 3	Costa Rica	Honduras - 2	Sainte-Lucie	
Bahamas	Cuba - 1	Jamaïque	Saint-Kitts-et-Nevis	
Barbade	Dominique	Mexique - 2	Saint-Vincent-et-les Grenadines	
Belize	El Salvador - 1	Nicaragua - 2	Suriname	
Bolivie (État plurinational de) - 2	Équateur - 4	Panama	Trinité-et-Tobago	
Brésil - 6	Grenade - 1	Paraguay - 1	Uruguay - 1	
Chili	Guatemala - 1	Pérou - 2		
	Guyana - 1			

Pays bénéficiant actuellement de dons au titre de l'ASAP

COUP DE PROJECTEUR SUR LES RÉSULTATS: BOLIVIE

Près de 29 000 familles d'agriculteurs, en Bolivie, renforcent leur **résilience** face aux **changements climatiques**. Le programme ACCESOS tire des avantages de la présence établie du FIDA dans le pays.



Depuis le début des travaux, en 2014:

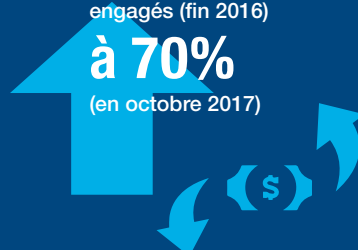
Les pertes de récolte en rapport avec les conditions climatiques (raisins, pêches, pommes de terre, haricots) ont été **réduites** en moyenne de

20%



Le taux de décaissement s'est amélioré, passant de **30%** des fonds engagés (fin 2016)

à 70% (en octobre 2017)



Investir dans les personnes et la résilience face au climat en Bolivie

En Bolivie, près de 29 000 familles d'agriculteurs développent, avec l'appui d'un programme financé par le FIDA, leur résilience face aux effets destructeurs des changements climatiques. Depuis le début de l'intervention, en 2014, les pertes imputables au climat dans des cultures comme les raisins, les pêches, les pommes de terre et les haricots, ont été réduites de 20% en moyenne.

Le Programme d'intégration économique en faveur des familles et des communautés rurales dans le territoire de l'État plurinational de Bolivie (ACCESOS) renforce les capacités des populations rurales, de leurs organisations et des autorités locales. Le financement de l'intervention comprend un don octroyé par le programme ASAP du FIDA, qui canalise vers les petits exploitants agricoles les fonds destinés à la lutte contre les changements climatiques. Les zones rurales sont durement touchées, en Bolivie, par les effets des changements climatiques, en particulier la pénurie d'eau et des catastrophes naturelles de plus en plus sévères.

Le programme a financé l'établissement de 54 cartes des risques climatiques et aidé 16 municipalités dans les régions de l'Amazonie et des hautes terres à intégrer la gestion du risque et l'adaptation aux changements climatiques dans leur planification territoriale. Plus de 6 000 personnes ont suivi une formation en matière financière dans le cadre du programme et plus de 500 groupes d'épargne, réunissant des petits exploitants, ont été mis en place.

ACCESOS aide également les populations rurales à mettre en place des entreprises communautaires qui créent des possibilités économiques en dehors du secteur de l'agriculture. Près de 13 400 personnes – dont 56% de femmes – participent maintenant à des activités, parmi lesquelles la production de pain, de vin, de fromage, de fruits et de viande séchés, des travaux artisanaux, le tourisme et des services locaux.

Le programme tire des avantages de l'établissement, par le FIDA, d'une présence dans le pays et de l'amélioration du taux de décaissement, passé de 30% des fonds engagés à la fin 2016 à 70% en octobre 2017.

Reconstruire les moyens d'existence ruraux et la paix en Colombie

Les familles rurales autochtones et d'ascendance africaine dirigées uniquement par des femmes augmentent leurs revenus et contribuent à leurs communautés en participant à un projet appuyé par le FIDA en Colombie. Il est essentiel, alors que le pays s'efforce de se reconstruire après 50 ans de conflit civil, d'améliorer, dans les zones rurales, les

conditions de vie des groupes traditionnellement marginalisés et défavorisés.

Environ 13 300 familles extrêmement pauvres participent à des activités génératrices de revenus appuyées par le Projet de renforcement de la capacité entrepreneuriale en milieu rural: confiance et possibilités (TOP); dans 57% de ces familles, le chef de ménage est une femme, marqueur caractéristique de pauvreté et de vulnérabilité.

Avec l'appui du projet, des associations locales de femmes autochtones et d'ascendance africaine participent à un éventail d'activités génératrices de revenus et de réconciliation post-conflit, et notamment les services d'écotourisme, la couture, les entreprises agroalimentaires, la remise en état de l'environnement et le reboisement. Contribution clé au redressement post-conflit, les cultures illicites sont en voie d'élimination et de remplacement par des cultures vivrières.

La participation au projet augmentant la confiance et les compétences des femmes, elles font leur entrée dans des domaines précédemment considérés comme exclusivement masculins, comme l'élevage. Un groupe de femmes du département de Cauca Pacífico, dans le sud-ouest du pays, s'est lancé dans l'élevage et l'engraissement du bétail pour la production de viande, une entreprise à haute rentabilité.

Conformément à la politique gouvernementale, le projet utilise une stratégie inclusive pour surmonter les pratiques discriminatoires et faire participer les femmes à toutes ses activités. Des incitations à la participation des femmes sont aussi fournies dans d'autres groupes de population ciblés, notamment les jeunes et les victimes du conflit armé. Le projet vise à atteindre 12 500 ménages ruraux vulnérables dirigés par des femmes.

Les producteurs de café et de cacao s'adaptent aux changements climatiques au Nicaragua

Au Nicaragua, des familles d'agriculteurs produisant du cacao et du café augmentent leur productivité, se connectent aux marchés et renforcent leur résilience face aux changements climatiques avec l'appui du Projet d'adaptation aux marchés et au changement climatique (NICADAPTA). Le Nicaragua, le plus pauvre des pays d'Amérique centrale, est très vulnérable aux ouragans, inondations, sécheresses et glissements de terrain. Les filières du cacao et du café jouent un rôle de premier plan dans l'économie rurale du pays.

Environ 40 000 petits producteurs ruraux participent au projet, conduit en étroite collaboration entre le FIDA et le Ministère de l'économie familiale, communautaire, coopérative et associative. NICADAPTA fournit une assistance

technique spécialisée et de l'équipement pour améliorer la productivité des coopératives et d'autres organisations de base dans les hautes terres du nord et le long de la côte caraïbe. Le projet a démarré en 2013 et les récoltes ont, depuis lors, augmenté en moyenne de 20%.

Le financement du NICADAPTA inclut un don de 8 millions d'USD octroyé par le programme ASAP du FIDA, qui canalise vers les petits exploitants agricoles les fonds destinés à la lutte contre les changements climatiques. Il est aussi appuyé par des institutions spécialisées, parmi lesquelles l'Institut national de technologie agricole (INTA), l'Institut de protection et de santé agricoles

(IPSA) et le Centre international d'agriculture tropicale (CIAT). La Banque centraméricaine d'intégration économique finance l'infrastructure, comme les usines de transformation et les centres de stockage, et les routes rurales qui réduisent les temps et les coûts de déplacement pour les communautés éloignées.

Pour renforcer l'accès au marché, le projet appuie des partenariats entre les associations de producteurs et des sociétés jouant le rôle de points d'ancrage. Ces dernières fournissent des canaux commerciaux stables liés aux marchés internationaux aux États-Unis et en Europe, y compris avec les réseaux du commerce équitable.



Récit recueilli sur le terrain

Un réseau de jeunes mobilise la jeunesse en El Salvador

Pour 3 000 jeunes d'El Salvador, un réseau national de jeunes appuyé par le FIDA ouvre la voie à l'autonomisation politique et économique. En offrant des possibilités de partenariats, de formation et d'entrepreneuriat, la Réunion nationale de la jeunesse rurale d'El Salvador, désormais désignée par son acronyme AREJURES, donne un élan à un programme national de participation démocratique et de débouchés économiques pour les jeunes, femmes et hommes.

Regroupant 13 réseaux départementaux à travers le pays, AREJURES est le plus important réseau de jeunes dans ce pays densément peuplé. On compte 60% de femmes parmi ses membres, et il inclut également le Comité du Conseil national de la jeunesse autochtone d'El Salvador (CONAJIS). Le FIDA a financé la création du réseau et en appuie actuellement les opérations.

Dans un pays où les inégalités sont profondes, AREJURES met l'accent sur l'autonomisation de ses membres à plusieurs niveaux: local (communautés),

national et international. Il plaide en faveur de l'inclusion des jeunes au sein des associations communautaires et des services municipaux, et a obtenu que la jeunesse rurale soit représentée au sein de plusieurs comités nationaux. AREJURES a été représenté par certains de ses membres à des ateliers internationaux, ainsi qu'aux réunions de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones, à New York.

Le jeune entrepreneur Roberto Martinez a présidé AREJURES jusqu'à la fin 2017. Il a été le témoin direct de la manière dont la jeunesse peut être le moteur du développement. "Nous ne pensons pas seulement à nous-mêmes, mais nous pensons à la manière de nous organiser pour atteindre en commun un objectif donné," dit-il. "Ce sont là les choses qui font que, petit à petit, notre vie change."

AREJURES a aussi inspiré d'autres pays de la région, et le FIDA coopère actuellement avec le Système d'intégration de l'Amérique centrale afin d'appuyer le programme pour la jeunesse rurale dans sept autres pays.

Roberto Martinez, jeune leader du réseau national de jeunes AREJURES, qui bénéficie de l'appui du FIDA.

©FIDA/Salvador Santiesteban

Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe

ÉLÉMENTS MARQUANTS DE LA GESTION DU PORTEFEUILLE

42 PROGRAMMES ET PROJETS EN COURS

en partenariat avec 20 gouvernements bénéficiaires dans la région à la fin de 2017

913,2 millions d'USD

INVESTIS PAR LE FIDA dans le portefeuille régional en cours

1 NOUVEAU

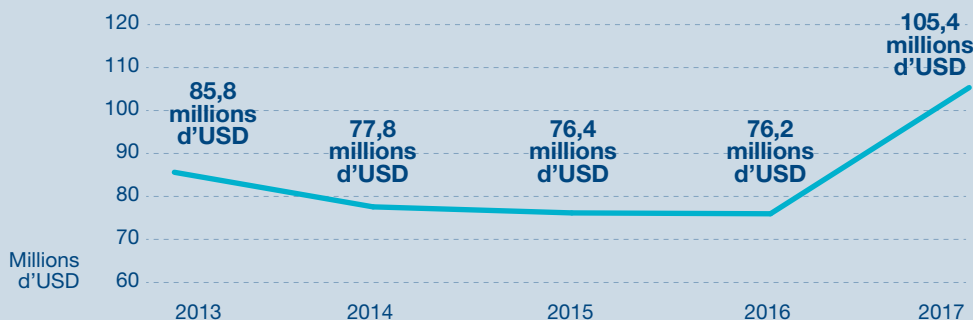
programme d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats (COSOP-AR) pour l'Ouzbékistan

10 NOUVEAUX PROGRAMMES ET PROJETS

dans les pays suivants: Azerbaïdjan, Égypte, Iraq, Jordanie, Liban, Monténégro, Ouzbékistan, Soudan, Tadjikistan et Turquie; des financements additionnels pour des projets en cours en Érythrée, en Jordanie et au Liban

266,1 millions d'USD

DE FINANCEMENT APPROUVÉ EN 2017



MONTANT ANNUEL DES DÉCAISEMENS RELATIFS À DES PRÊTS ET À DES DONS AU TITRE DU CADRE POUR LA SOUTENABILITÉ DE LA DETTE (CSD)

24 PAYS

Les chiffres correspondent au nombre de programmes et projets en cours d'exécution

Albanie
Algérie
Arménie - 1
Azerbaïdjan - 1
Bosnie-Herzégovine - 2
Djibouti - 2
Égypte - 3
Érythrée - 2
Géorgie - 1

Iraq
Jordanie - 2
Kirghizistan - 2
Liban - 1
Maroc - 4
Monténégro - 1
Ouzbékistan - 2
République arabe syrienne - 1

République de Moldova - 2
Somalie
Soudan - 4
Tadjikistan - 2
Tunisie - 3
Turquie - 2
Yémen 4

Pays bénéficiant actuellement de dons au titre de l'ASAP

COUP DE PROJECTEUR SUR LES RÉSULTATS: SOUDAN

Les taux de pauvreté ont fortement diminué à la suite des **dix années** d'interventions au Soudan. Le Programme de gestion des ressources dans l'ouest du Soudan a mis l'accent sur la **gestion des ressources naturelles, l'approvisionnement en eau, le microcrédit et l'autonomisation des femmes.**



Entre 2006 et 2016:

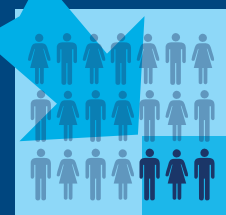
Le pourcentage de personnes **extrêmement pauvres** dans la zone est tombé de

17% à 1,3%



Le pourcentage de **personnes pauvres** est tombé de

68,4% à 27,5%



Au Kirghizistan, des agriculteurs améliorent la santé et la productivité du bétail

Au Kirghizistan, pays montagneux et enclavé, les éleveurs améliorent leurs conditions de vie et leur productivité en participant à des programmes financés par le FIDA qui mettent l'accent sur l'élevage et les marchés. Les pâturages représentent près de la moitié de la superficie totale du pays, et l'élevage joue un rôle clé dans l'économie, la société et la culture.

La première phase du Programme de développement de l'élevage et des marchés a démarré en 2013 dans les régions d'Issyk-Kul et de Naryn, et dans le district de Toguz-Toro, dans la région de Jalalabad. Son objectif était de réduire la pauvreté grâce à l'amélioration de la productivité du bétail. L'accessibilité et la productivité des pâturages ont été améliorées, et un volume supplémentaire de fourrage a été produit pour le bétail communautaire. Plus de 123 000 personnes ont bénéficié des services.

Le programme a amélioré la santé animale et humaine et réduit la mortalité du bétail. Les cas de brucellose humaine ont diminué, passant de 4 400 cas avant le début de l'intervention à 924 cas en 2016. Pour les ovins et les caprins, le taux de mortalité due à des maladies a diminué de 86%; pour les bovins, la baisse a été de 99%.

La deuxième phase du programme couvre une zone encore plus vaste et la gestion des pâturages communautaires prend en compte l'adaptation aux changements climatiques. Un service vétérinaire privé accessible est aussi en cours d'établissement par le biais de la formation de vétérinaires communautaires. Un examen à mi-parcours a montré que le nombre de bovins, ovins et de caprins avait augmenté de 74% en termes de têtes de bétail.

Les deux phases du programme ont également eu un impact significatif sur les politiques gouvernementales relatives aux droits d'usage des pâturages appartenant à l'État. La politique est désormais favorable aux pauvres et garantit à tous les éleveurs l'accès aux pâturages, vise à une utilisation durable des ressources naturelles, et s'applique aussi bien aux femmes qu'aux hommes.

Dans les montagnes du Maroc, les femmes gagnent de l'argent grâce aux olives, aux pommes et aux ovins

Dans les montagnes du Maroc, les taux de pauvreté sont élevés et les femmes, en particulier, luttent pour améliorer leurs revenus, leur niveau d'éducation et leur vie quotidienne. Un projet appuyé par le FIDA, dont les travaux ont débuté en 2012, a touché environ 11 000 femmes et les autonomise afin qu'elles puissent gagner et gérer leur

propre argent – un immense pas en avant dans ce contexte traditionnel.

Le Projet de développement de filières agricoles dans les zones montagneuses de la province d'Al-Haouz renforce les filières concernant les olives, les pommes et les ovins, et permet aux petits agriculteurs de se connecter aux marchés.

De nombreuses femmes ont débuté en contractant un petit prêt pour l'achat de deux moutons. Elles ont travaillé de concert pour développer leurs entreprises, vendant des animaux pour la fête religieuse de l'Aïd al-Adha et utilisant la laine pour produire des tapis berbères vendus à Marrakech. L'initiative des "deux moutons" a permis une augmentation des revenus des ménages allant jusqu'à 60%.

La production d'olives et de pommes a augmenté, ainsi que, particulièrement, celle des moutons. Le troupeau, qui comptait 50 bêtes en 2012, en compte aujourd'hui plus de 700. Le projet encourage également la participation des femmes le long des filières, aux points d'ajout de valeur. Une huile d'olive de qualité élevée est produite et se vend bien. De nouveaux produits à valeur ajoutée sont en cours d'élaboration: savon mou en tant que produit dérivé de l'huile d'olive, conserves d'olives et vinaigre de cidre.

Les activités des femmes en dehors du foyer et leur participation à des associations leur ont permis de construire des réseaux hors de leurs districts d'origine, augmentant ainsi leur indépendance et leur liberté de mouvement. La voix des femmes a aussi acquis une importance accrue au sein de leurs communautés grâce au projet, qui a eu par ailleurs un impact positif sur la scolarisation des filles dans les écoles primaires.

En Turquie, des communautés protègent leur terre et leurs forêts et accroissent leurs revenus

Dans l'est de la Turquie, les communautés vulnérables des hautes terres participent au Projet, appuyé par le FIDA, de remise en état du bassin versant du fleuve Murat, dont les objectifs sont de mettre un terme à la dégradation de la base de ressources naturelles et de renforcer les moyens d'existence. Malgré la forte croissance économique et la robuste réduction de la pauvreté enregistrées dans le pays au cours des deux dernières décennies, de nombreuses zones montagneuses et de hautes terres ont été laissées pour compte et sont aujourd'hui de plus en plus marginalisées.

Le projet réduit l'érosion et améliore le couvert végétal des zones montagneuses entourant le bassin du fleuve. Des terrasses, des gabions et des murs en pierres ont été construits sur plus de 13 000 hectares. Des arbres ont été plantés sur 2 900 hectares, et

notamment des pins et des cèdres sur les pentes raides, et des amandiers et d'autres arbres fruitiers sur les terres villageoises.

Le projet met aussi l'accent sur le renforcement des moyens d'existence ruraux. Afin d'améliorer la productivité du bétail, du fourrage est cultivé en mode irrigué, et les étables sont réparées pour protéger les animaux durant les rudes hivers. Ces interventions ont réduit de moitié l'incidence des maladies respiratoires du bétail, et accru de 10% sa productivité. Les participants plantent des vergers pour produire des noix, des pommes, des poires, des cerises et des abricots, et le projet a introduit des serres pour la production de légumes.

Lors de la détermination des moyens de réduire la consommation de ressources naturelles et de préserver l'habitat forestier, les membres de la communauté ont cité l'isolation de leur maison comme première priorité. Cette isolation a été assurée pour 1 400 ménages, et outre la réduction de l'utilisation du produit de précieuses terres boisées comme combustible, les coûts de chauffage des ménages ont été réduits de moitié. Plus de 2 400 familles ont obtenu des panneaux solaires pour le chauffage de l'eau, réduisant de 25 à 30% leur facture énergétique.



Récit recueilli sur le terrain

Les femmes donnent l'exemple du changement dans les communautés rurales au Soudan

Le programme décennal appuyé par le FIDA au Soudan s'est traduit par une réduction considérable du taux de pauvreté. Le Programme de gestion des ressources dans l'ouest du Soudan mettait l'accent sur la gestion des ressources naturelles, l'approvisionnement en eau, le microcrédit et l'autonomisation des femmes. Le pourcentage de personnes extrêmement pauvres dans la zone est tombé de 17% à 1,3% entre 2006 et 2016, tandis que le pourcentage de pauvres reculait de 68,4% à 27,5%.

Le programme a utilisé la gestion participative des ressources naturelles pour réunir différents groupes sociaux autour de problématiques communes. Les parcours empruntés par le bétail ont été démarqués sur environ 4 470 kilomètres et des services vétérinaires ont été fournis pour répondre aux défis auxquels sont confrontés aussi bien les éleveurs que les agriculteurs. Dans une zone où plus de la moitié de la population n'avait précédemment pas accès à l'eau potable,

les investissements consacrés à l'amélioration de l'approvisionnement en eau ont eu un effet durable. De l'eau potable a été fournie à près de 9 000 ménages, réduisant de façon significative le temps que les femmes et les enfants consacrent à la corvée d'eau, et améliorant la santé.

Les femmes jouent maintenant un rôle moteur dans le développement des communautés. Abla Mohamed Safaien supervisait déjà sept groupes d'épargne féminins lorsqu'elle a été choisie pour présider le comité de développement villageois d'Edebaibat, Kordofan Ouest. Elle a bénéficié d'une formation pour développer ses compétences en matière d'animation, puis a encouragé d'autres femmes à suivre son exemple: "J'ai pleinement confiance en moi lorsque je parle aux gens pour aider ma communauté et contribuer à apporter un appui aux pauvres," a déclaré Safaien.

Près de 2 000 groupes d'épargne et de crédit ont été mis en place, desservant 30 000 ménages. Un programme spécialisé de microfinancement en partenariat avec la Banque agricole du Soudan a touché plus de 18 500 ménages, avec un portefeuille de 2,5 millions d'USD.

Abla Mohamed Safaien, chef de communauté à Edebaibat, Kordofan de l'Ouest.

©FIDA

OPÉRATIONS INTERNATIONALES, PAR RÉGION

Afrique de l'Ouest et du Centre

ÉLÉMENTS MARQUANTS DE LA GESTION DU PORTEFEUILLE

35 PROGRAMMES ET PROJETS EN COURS

en partenariat avec 21 gouvernements bénéficiaires dans la région à la fin de 2017

1,2 milliard d'USD

INVESTIS PAR LE FIDA
dans le portefeuille régional en cours

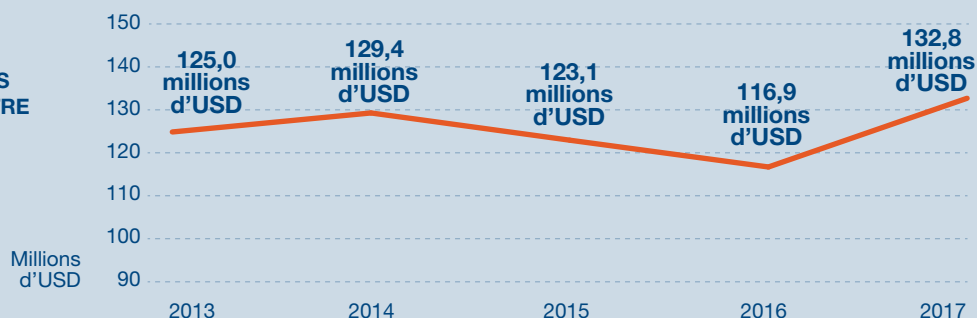
3 NOUVEAUX PROGRAMMES ET PROJETS

au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Nigéria; des financements additionnels pour des projets en cours au Cameroun, au Ghana et au Sénégal

190,3 millions d'USD

DE FINANCEMENT APPROUVÉ EN 2017

MONTANT ANNUEL DES DÉCAISSEMENTS RELATIFS À DES PRÊTS ET À DES DONS AU TITRE DU CADRE POUR LA SOUTENABILITÉ DE LA DETTE (CSD)



24 PAYS

Les chiffres correspondent au nombre de programmes et projets en cours d'exécution

- ↳ Bénin - 2
 - ↳ Burkina Faso - 1
 - ↳ Cabo Verde - 1
 - ↳ Cameroun - 1
 - ↳ Congo - 2
 - ↳ Côte d'Ivoire - 2
 - ↳ Gabon
 - ↳ Gambie - 1
 - ↳ Ghana - 2
 - ↳ Guinée - 1
 - ↳ Guinée-Bissau - 1
 - ↳ Guinée équatoriale
 - ↳ Libéria - 1
 - ↳ Mali - 3
 - ↳ Mauritanie - 2
 - ↳ Niger - 3
 - ↳ Nigéria - 2
 - ↳ République centrafricaine
 - ↳ République démocratique du Congo - 3
 - ↳ Sao Tomé-et-Principe - 1
 - ↳ Sénégal - 2
 - ↳ Sierra Leone - 2
 - ↳ Tchad - 1
 - ↳ Togo - 1
- ↳ Pays bénéficiant actuellement de dons au titre de l'ASAP

COUP DE PROJECTEUR SUR LES RÉSULTATS: NIGER

Le Programme de développement de l'agriculture familiale permet aux paysans d'**accroître leur production** et de **s'adapter aux changements climatiques**. Le programme restaure des paysages et des bassins versants dégradés dans un environnement rude et aride.

Depuis 2015:

Plus de **4 000 hectares** de terre ont été régénérés



21 000 hectares

sont sous régénération naturelle assistée

Environ

400 kilomètres

de routes sont en cours de construction ou de remise en état, ce qui améliore l'accès aux marchés et réduit les coûts de transport

Restauration de la terre et gestion de l'eau avec les agriculteurs familiaux au Niger

Au Niger, des agriculteurs familiaux participent à un programme appuyé par le FIDA qui leur permet d'accroître leur production et de s'adapter, dans le même temps, aux effets des changements climatiques. Dans un environnement rude, caractérisé par l'aridité, la chaleur et la faiblesse de la pluviométrie, le Programme de développement de l'agriculture familiale met l'accent sur la restauration des paysages et des bassins versants dégradés, dans les régions méridionales de Maradi, Tahoua et Zinder. L'intervention améliore la fertilité du sol, l'infiltration de l'eau et la reconstitution des réserves d'eaux souterraines. Ce sont là des questions essentielles pour une population rurale fortement dépendante de l'agriculture dans un pays où plus de 80% de la superficie fait partie du désert du Sahara.

Depuis le début des travaux, en 2015, plus de 4 000 hectares de terre ont été restaurés et 21 000 hectares sont sous régénération naturelle assistée. Afin d'améliorer la gestion des ressources en eaux de surface et souterraines, le programme construira 150 structures de mobilisation des eaux, et notamment des déversoirs, des minibarrages et des étangs. En outre, environ 100 associations paysannes sont désormais en mesure d'obtenir un financement, et elles ont, avec l'appui du programme, élaboré des microprojets investissant dans l'irrigation au goutte à goutte et des petits barrages. Le programme fournit des semences et des intrants aux producteurs, de même que des services techniques et des techniques agricoles intelligentes face au climat.

Neuf zones de développement économique sont en voie d'établissement, avec des installations de marché et des centres de collecte. Environ 400 kilomètres de routes sont en cours de construction ou de remise en état, ce qui améliore l'accès aux marchés et réduit les coûts de transport. On prévoit une participation aux activités de la part de quelque 290 000 ménages, y compris ceux qui sont extrêmement vulnérables aux chocs climatiques et à l'insécurité alimentaire.

Dans les zones rurales de la Mauritanie, une vie meilleure pour les femmes et les jeunes

Les femmes et les jeunes vivant dans les zones rurales de la Mauritanie augmentent leurs revenus et développent leurs compétences grâce à leur participation au Projet de lutte contre la pauvreté dans l'Aftout Sud et le Karakoro - Phase II, appuyé par le FIDA. Le projet a démarré en 2011, et plus de la moitié des participants sont des femmes et des jeunes de 15 à 24 ans.

Des résultats récents montrent que plus de 1 500 femmes et 1 000 jeunes tirent des avantages d'environ 90 microprojets générateurs de revenus. Le maraîchage, la collecte de produits forestiers et l'élevage de petit bétail figurent parmi les activités entreprises. Les participants reçoivent une formation et des intrants grâce auxquels ils peuvent accroître la quantité et la qualité des biens qu'ils produisent.

Le projet vise particulièrement à donner aux femmes les moyens de développer leurs compétences commerciales, ce qui a renforcé leur compétitivité et leur capacité de négocier avec les commerçants sur le marché. Les femmes ont aussi acquis une voix et une influence accrues en dehors de leur ménage, et elles occupent aujourd'hui près de 40% des rôles décisionnels au sein des organisations de producteurs. Des banques de céréales ont été créées afin de permettre aux agriculteurs de stocker leurs produits en attendant de les vendre lorsque les prix atteignent un juste niveau.

Les améliorations apportées à l'accès à l'eau potable ont profondément transformé la vie quotidienne des femmes et des filles, qui économisent en moyenne cinq heures par jour; les heures et l'énergie ainsi libérées peuvent être consacrées à l'éducation, à des travaux rémunérateurs et à la participation aux activités de la communauté.

Le projet a aussi investi dans une large gamme d'activités éducatives comme l'alphabétisation fonctionnelle, la sensibilisation à l'égalité des sexes et la répartition des tâches, l'assainissement et la citoyenneté.

La formation et le crédit changent les vies des jeunes ruraux au Mali

Au Mali, des jeunes ruraux – femmes et hommes – participent à un projet financé par le FIDA et mettant spécifiquement l'accent sur leurs besoins. Le Projet de formation professionnelle, d'insertion et d'appui à l'entrepreneuriat des jeunes ruraux (également désigné sous le nom de FIER), qui a débuté ses opérations dans les régions de Koulikoro et de Sikasso en 2013, sera ensuite reproduit à plus grande échelle dans l'ensemble du pays. Son but est de permettre aux jeunes de gagner décemment leur vie dans les secteurs de l'agriculture et des entreprises agroalimentaires.

Les jeunes participants suivent d'abord une formation de six mois et sont informés des différentes possibilités d'emploi dans leur région. Ensuite, ceux âgés de moins de 18 ans peuvent choisir parmi diverses propositions d'éducation, tandis que ceux qui ont dépassé les 18 ans peuvent solliciter un microcrédit et une formation professionnelle qui leur permettra de créer une entreprise, soit individuellement, soit en coopération avec d'autres jeunes.

Le projet s'intéresse spécialement aux jeunes hommes de 15 à 17 ans, âges auxquels ils sont particulièrement susceptibles d'être attirés par la migration. Leur participation au projet les aide à réfléchir sérieusement aux diverses possibilités et à comprendre qu'il y a des débouchés chez eux.

Le projet est considéré comme un modèle pour d'autres interventions axées sur la jeunesse dans la région Afrique de l'Ouest et du Centre du FIDA. À ce jour, 200 jeunes ont bénéficié d'un préapprentissage et plus 3 000 ont suivi des cours d'alphabétisation.

En outre, environ 2 400 activités génératrices de revenus ont été financées.

Le FIDA a également noué un partenariat avec Babyloan, leader européen des prêts en ligne sans intérêt, pour mettre en contact les migrants maliens vivant en France avec des entrepreneurs ayant besoin de financement dans leur pays d'origine. La plateforme Babyloan Mali permet aux migrants de prêter des petites sommes d'argent aux microentrepreneurs ruraux pour les aider à développer leurs entreprises.



Récit recueilli sur le terrain Des jeunes agriculteurs créent des emplois en Guinée

Avec l'appui du FIDA, des jeunes agriculteurs guinéens mettent en place avec succès des opérations agricoles qui créent des emplois pour des centaines d'habitants des zones rurales. Le Programme national d'appui aux acteurs des filières agricoles, qui a démarré en 2011, a atteint plus de 198 000 personnes.

Habituellement, les jeunes constituent la main-d'œuvre travaillant sur les exploitations familiales, mais ils n'ont eux-mêmes pas accès à la terre, à l'eau, aux outils ou au crédit, et ils ne peuvent donc pas lancer leurs propres activités agricoles.

Le projet a choisi vingt jeunes agriculteurs qui ont reçu des conseils techniques sur l'utilisation du compost, des engrais et des produits phytosanitaires, ainsi que sur l'entretien de l'infrastructure d'irrigation, sur le stockage des récoltes et la gestion d'une entreprise. Ils ont également eu accès à du crédit pour l'acquisition d'intrants et d'outils. Ces différentes actions ont eu pour résultat un accroissement sensible des

superficielles plantées et des rendements. La sécurité alimentaire des ménages s'est également améliorée et des centaines d'emplois ont été créés.

Mamadou Bah était l'un de ces jeunes agriculteurs. Il cultivait auparavant des pommes de terre sur une parcelle d'un hectare. Aujourd'hui, il cultive en saison sèche des pommes de terre sur 50 hectares en partie loués, empruntés ou lui appartenant. Durant la saison des pluies, il cultive du maïs, des haricots et du riz. Grâce à son travail, Bah déclare que sa famille dispose de suffisamment de nourriture pour toute l'année et que son revenu a augmenté de manière sensible. En outre, il emploie huit travailleurs agricoles et des dizaines de journaliers.

"Mon ambition est de cultiver 200 hectares au cours des prochaines années, mais mon principal obstacle est le manque de terre et d'accès au financement pour la mécanisation," déclare Bah.

"Je suis devenu un exemple et une source d'inspiration pour de nombreux autres jeunes qui comprennent maintenant qu'il est possible de gagner décemment sa vie dans le secteur de l'agriculture et d'avoir une vie agréable dans les zones rurales," dit-il.

Mamadou Bah, jeune agriculteur du village de Timbi Madina, dans son champ de maïs.

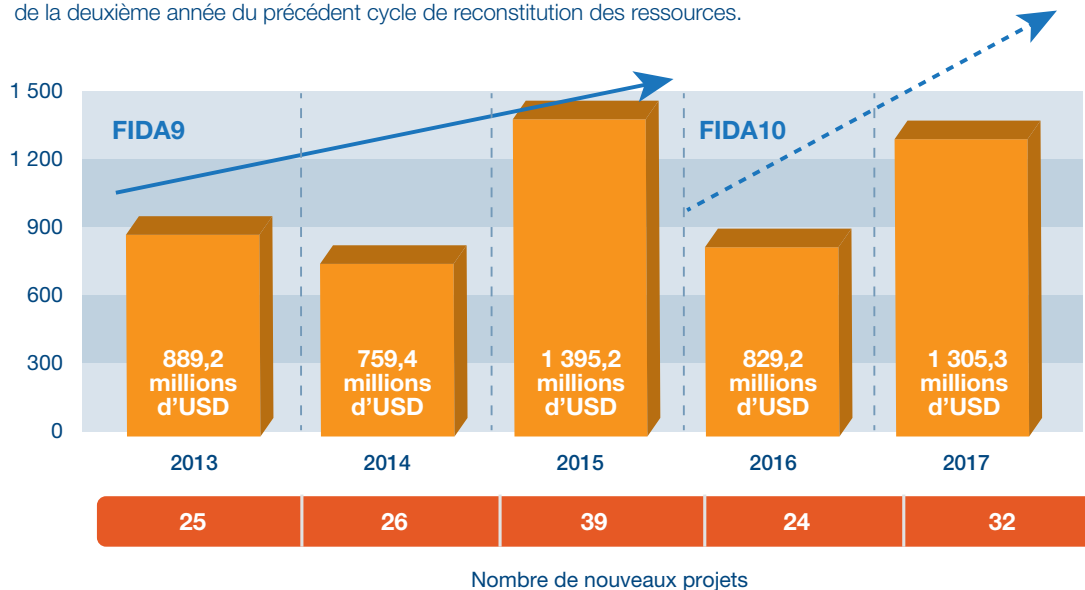
©FIDA/T. A. Korka Diallo

Éléments marquants du portefeuille et données financières

NOUVELLES APPROBATIONS DE FINANCEMENT DES PROGRAMMES ET PROJETS DU FIDA

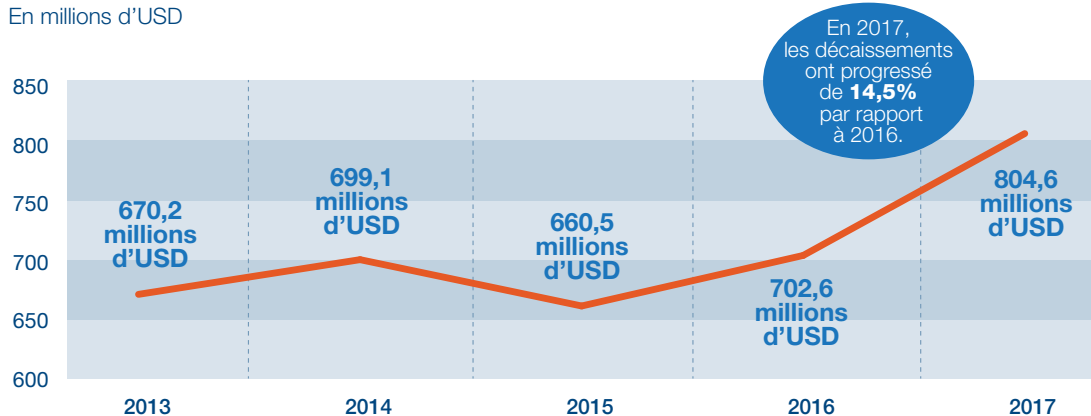
En millions d'USD

En 2017, le FIDA a approuvé des prêts et des dons pour un montant total de **1 305,3 millions d'USD**, soit **une augmentation de 57%** par rapport au montant de 829,2 millions d'USD approuvé en 2016. C'est aussi un chiffre nettement plus élevé que le montant de 759,4 millions d'USD approuvé au cours de la deuxième année du précédent cycle de reconstitution des ressources.



DÉCAISSEMENTS DES PRÊTS ET DONNS DU FIDA

En millions d'USD



INVESTISSEMENTS DU FIDA EN AFRIQUE EN 2017

3,3 milliards d'USD

50%

du portefeuille en cours

FINANCEMENTS APPROUVÉS POUR DES PAYS PRÉSENTANT DES SITUATIONS DE FRAGILITÉ EN 2017

452,8 millions d'USD

35%

du total du programme de prêts et dons



PORTEFEUILLE EN COURS DU FIDA EN 2017

211 projets en cours

dans 97 pays

Contributions nationales
5,0 milliards d'USD

Cofinancements internationaux
3,3 milliards d'USD

Activités de financement du FIDA
6,6 milliards d'USD

DONS DE L'ASAP EN COURS EN 2017

42 dons de l'ASAP en cours

dans 41 pays

Financement de l'ASAP de
298,8 millions d'USD

DONS DU FIDA EN COURS EN 2017

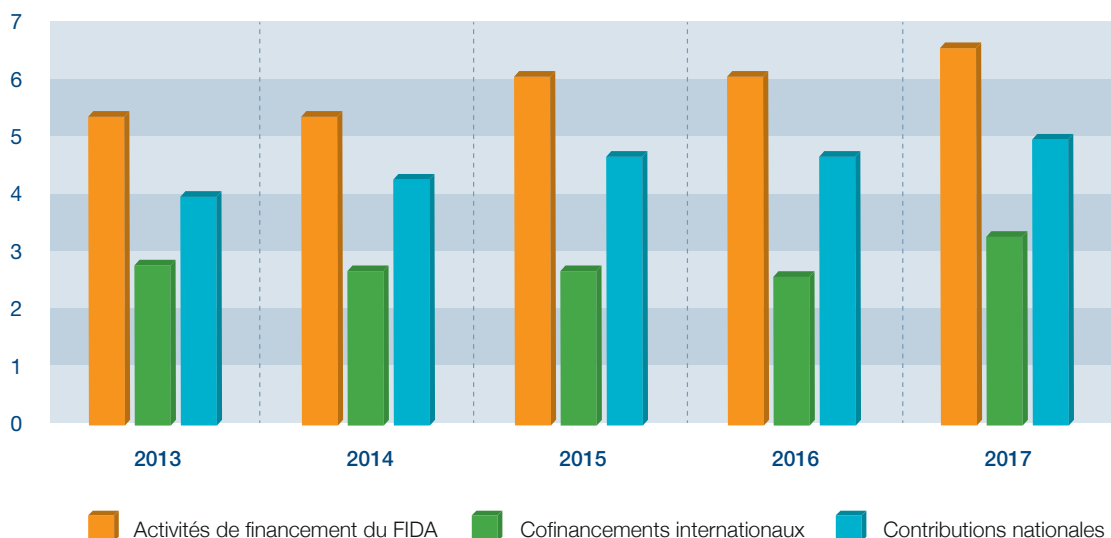
175 dons

dans 117 pays

Financement sous forme de dons à hauteur de
213,4 millions d'USD

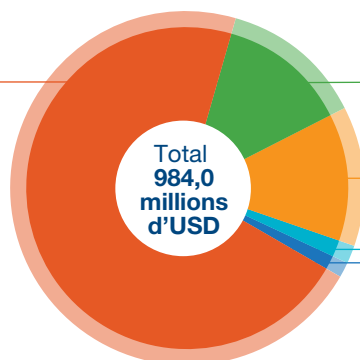
PORTEFEUILLE EN COURS DU FIDA 2013-2017

Montants en millions d'USD



COFINANCEMENTS DE PROGRAMMES ET PROJETS APPUYÉS PAR LE FIDA ET APPROUVÉS EN 2017

Contributions nationales:
719,9 millions d'USD – 73,2%



Multilatéraux: 129,1 millions d'USD – 13,1%

Autres^a: 124,8 millions d'USD – 12,7%

ONG: 7,2 millions d'USD – 0,7%

Bilatéraux: 3,0 millions d'USD – 0,3%

Source: Système de projets d'investissement et de dons.

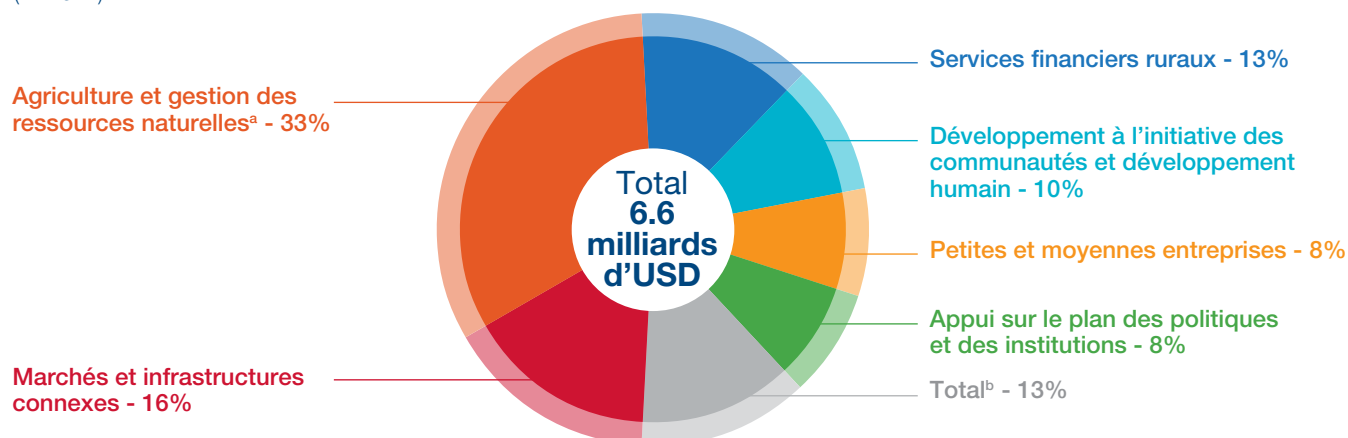
^a Ce montant comprend les "paniers de financement" et autres dispositifs de financement analogues, les fonds provenant du secteur privé et des financements restant à confirmer à la date de l'approbation du Conseil d'administration.

Le principal secteur d'activité du FIDA est l'agriculture et la gestion des ressources naturelles, qui représente un tiers de la valeur des prêts et dons en cours. Les financements en faveur de ce secteur donnent aux petits agriculteurs les moyens d'accroître leur productivité, de s'adapter aux changements climatiques et de recourir à la mécanisation, tout en gérant les ressources naturelles de manière plus durable et plus efficiente.

Environ 16% des financements d'investissements en cours contribuent à l'amélioration des marchés et des infrastructures connexes, comme les routes et les installations de stockage. C'est essentiel pour permettre aux producteurs pauvres de s'insérer sur les marchés et de vendre leurs produits à leur juste prix. La finance rurale représente 13% des fonds investis et permet aux femmes et aux hommes des zones rurales d'avoir accès à des services financiers tels que le crédit, l'épargne et l'assurance afin de renforcer leurs entreprises et de gérer les risques.

FINANCEMENT DU PORTEFEUILLE ACTUEL DU FIDA PAR SECTEUR

(fin 2017)



Source: Système de projets d'investissement et de dons.

^a Le secteur de l'agriculture et de la gestion des ressources naturelles comprend l'irrigation, les parcours, la pêche, la recherche, la vulgarisation et la formation.

^b Les autres secteurs comprennent la communication, la culture et le patrimoine, l'atténuation des effets des catastrophes, la production d'énergie, les frais de financement et de préparation, la gestion des savoirs, la gestion et la coordination, le suivi-évaluation, et les montants non affectés.

FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE

2017

Lancement de l'initiative relative à **l'excellence opérationnelle au service des résultats (OpEx)** qui vise à améliorer les résultats, élargir la portée des opérations et favoriser la décentralisation

Mise en œuvre d'un **Cadre relatif à l'efficacité en matière de développement** pour renforcer l'accent mis sur les résultats tout au long du cycle du projet

Adoption du **Cadre des prêts de partenaires consentis à des conditions favorables (PPCF)**

Approbation de la formule révisée du **Système d'allocation fondé sur la performance** pour application sur la période couverte par FIDA11

ASAP2: lancement de la deuxième phase du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne

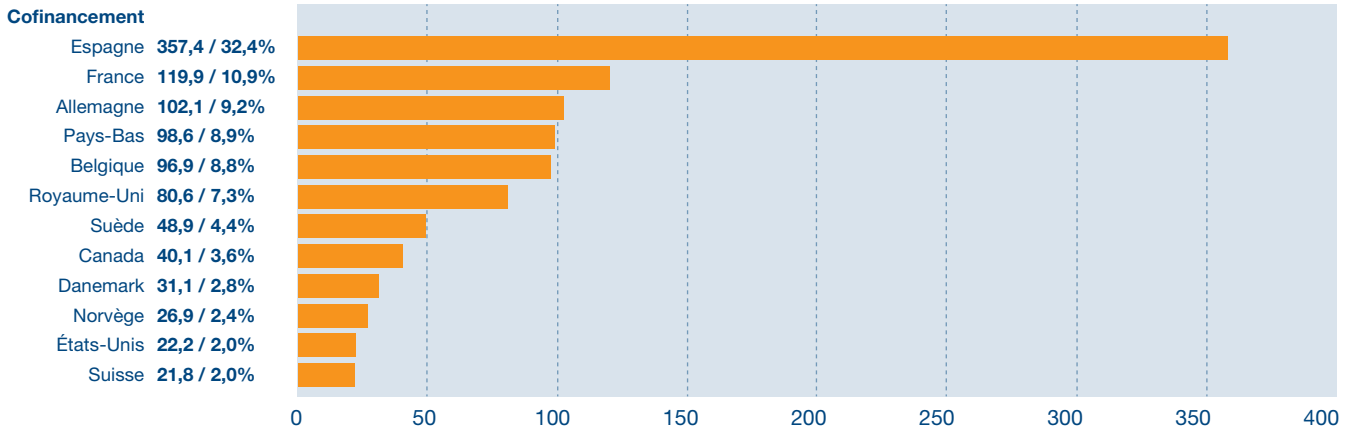
Lancement de l'initiative **PRIME** – en partenariat avec les Centres d'apprentissage sur l'évaluation et les résultats (CLEAR) – visant à former des professionnels du S&E dans le développement rural

Depuis 1978, les États membres ont fourni des cofinancements bilatéraux à hauteur de 1,1 milliard d'USD, au total, aux programmes et projets dus à l'initiative du FIDA. L'Espagne, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et la Belgique

occupent les premières places du classement des donateurs bilatéraux. Ensemble, ces pays ont fourni plus de 70% du cofinancement bilatéral total.

COFINANCEMENT PAR DES ÉTATS MEMBRES DONATEURS (BILATÉRAUX) DES PROGRAMMES ET PROJETS DUS À L'INITIATIVE DU FIDA, 1978-2017^a

Montants en millions d'USD



Source: Système de projets d'investissement et de dons.

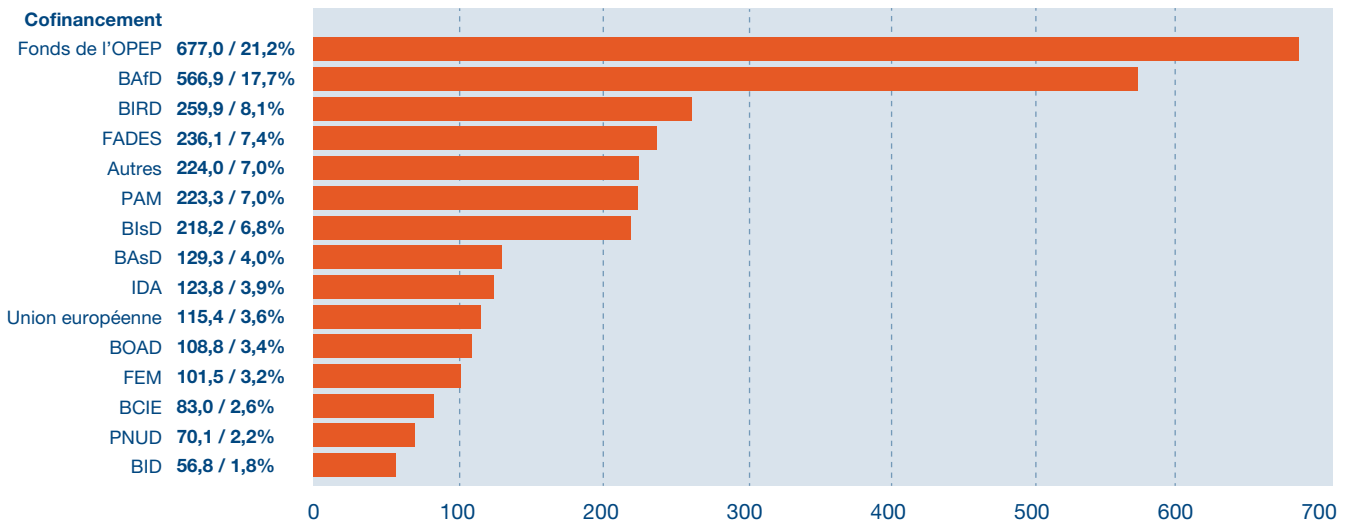
^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet soumis au Conseil d'administration. Les montants et les pourcentages indiqués ici représentent la part de chaque donateur bilatéral dans le total du cofinancement bilatéral de 1 104,7 millions d'USD. Les chiffres ne prennent pas en compte les participations bilatérales à des financements utilisant un mécanisme de mise en commun de fonds ou autre mécanisme du même ordre. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

Depuis 1978, les donateurs multilatéraux ont fourni des cofinancements à hauteur de 3,2 milliards d'USD, au total, aux programmes et projets dus à l'initiative du FIDA. Les quatre principaux donateurs sont le Fonds de l'OPEP pour le développement international, la Banque africaine de

développement, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (du groupe de la Banque mondiale) et le Fonds arabe de développement économique et social. Ensemble, ces donateurs représentent plus de 50% du total du cofinancement multilatéral.

COFINANCEMENT PAR DES DONATEURS MULTILATÉRAUX DES PROGRAMMES ET PROJETS DUS À L'INITIATIVE DU FIDA, 1978-2017^a

Montants en millions d'USD



Source: Système de projets d'investissement et de dons.

^a Ces chiffres correspondent aux montants figurant dans le rapport du Président pour chaque programme ou projet soumis au Conseil d'administration. Les montants et les pourcentages indiqués ici représentent la part de chaque donateur multilatéral dans le total du cofinancement multilatéral de 3 193,8 millions d'USD. La participation multilatérale aux paniers de financement et dispositifs de financement analogues n'est pas prise en compte. Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

PORTÉE DES PROJETS APPUYÉS PAR LE FIDA

Services financiers ruraux

16,1 millions d'épargnants volontaires



7,7 millions d'emprunteurs actifs

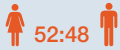


Microentreprises

91 240 entreprises ayant accès à des services de développement des activités

Techniques agricoles

2,5 millions de personnes formées aux pratiques et techniques de production végétale et animale



Gestion des ressources naturelles

3 millions d'hectares de terres en régime de propriété collective mieux gérées

57 000 hectares de périmètres irrigués aménagés ou remis en état

Adaptation aux changements climatiques

1,5 million de ménages de paysans pauvres soutenus pour qu'ils puissent faire face aux effets des changements climatiques

Commercialisation

13 690 kilomètres de routes construites ou remises en état

5 191 installations de commercialisation construites ou remises en état

97 millions de personnes

bénéficiant des services



Ratio femmes/hommes des bénéficiaires des services

Les indicateurs relatifs à la portée des projets permettent de mesurer le nombre total de personnes bénéficiant des services fournis par tous les projets en cours d'exécution. Les différents indicateurs font uniquement état du nombre de participants à une activité de projet, tandis que le chiffre correspondant à la portée globale tient compte de tous les bénéficiaires directs, notamment les membres des ménages. Les chiffres indiqués concernent 2016.

4 YEARS ANNÉES AÑOS EN CHIFFRES

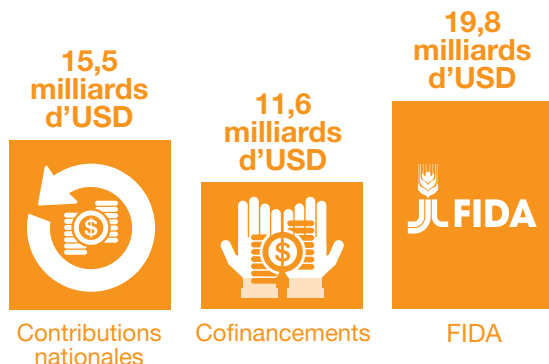
1978

UN PROGRAMME DE TRAVAIL TOTAL DE **46,9 milliards d'USD**

2017

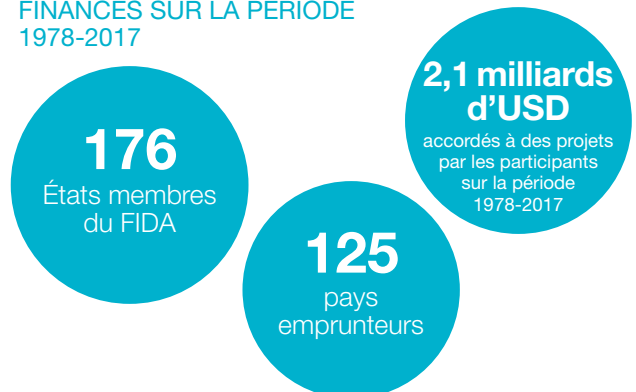
474 millions

DE BÉNÉFICIAIRES DIRECTS ESTIMÉS



1 069 projets

FINANCÉS SUR LA PÉRIODE 1978-2017



LE FIDA ET LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DURABLE À L'HORIZON 2030

Le FIDA souscrit pleinement à l'ambitieux Programme de développement durable à l'horizon 2030 et travaille en étroite collaboration avec les États pour leur permettre d'atteindre leurs objectifs nationaux en matière de développement. Nous apportons une contribution essentielle à la réalisation de l'ODD1 en accordant la priorité à l'investissement en milieu rural, où vivent 80% des personnes les plus pauvres. L'ODD2 étant aussi au cœur de notre mission, nous avons intégré les questions de nutrition à l'ensemble de notre portefeuille.

Le FIDA est un acteur de premier plan en ce qui concerne l'autonomisation économique et sociale des femmes rurales et il reconnaît que l'égalité des sexes est une question fondamentale pour l'ensemble du Programme 2030. Nous permettons en outre aux petits exploitants, qui sont sur la ligne de front face aux changements climatiques, de renforcer leur résilience, par exemple grâce au Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP). Nous aidons les populations rurales à gérer durablement les ressources, telles que la terre, l'eau et la biodiversité.

Pour élargir et renforcer l'impact de notre travail, conformément à l'ODD17, nous avons souvent recours à des partenariats avec d'autres acteurs, notamment les gouvernements, la société civile et le secteur privé.



Le FIDA a investi pendant 40 ans dans les populations rurales, en dotant celles-ci des moyens de réduire la pauvreté, d'accroître la sécurité alimentaire, d'améliorer la nutrition et de renforcer la résilience. Depuis 1978, nous avons octroyé 19,8 milliards d'USD sous la forme de prêts à faible taux d'intérêt et de dons en faveur de projets qui ont touché quelque 474 millions de personnes. Le FIDA est une institution financière internationale et un organisme spécialisé des Nations Unies dont le siège est à Rome – le centre névralgique des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

Les opinions exprimées dans cet ouvrage sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Fonds international de développement agricole (FIDA). Les appellations utilisées et la présentation du matériel dans cette publication ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone ou de ses autorités, ou quant au tracé de ses frontières ou limites. Les appellations "pays développés" et "pays en développement" n'ont qu'une utilité statistique et ne reflètent pas nécessairement un jugement porté quant au niveau atteint par un pays ou un domaine spécifique dans le cadre du processus de développement.

La présente publication peut être reproduite en tout ou en partie sans l'autorisation préalable du FIDA, à condition que la source et le titre de la présente publication soient indiqués par l'éditeur et qu'une copie du texte publié soit envoyée au FIDA.

Page de couverture:

Blaise Hognon sert un client dans son magasin de viande et poisson congelés à Lobogo au Bénin.

©FIDA/Andrew Esiebo/Panos

© 2018 Fonds international de développement agricole (FIDA)

2018

Imprimé sur papier écologique

NON & FILS

livi: 17000
 cardinal: 15000
 cardine: 15000
 pullets: 11500
 léron: 12000
 ilivi: 8500
 cardinal: 7500
 cardine: 7500
 i 10+: 1000
 Tibipia 1300
 1300
 2000
 1500
 700



Fonds international de développement agricole
 Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Rome, Italie
 Téléphone: +39 06 54591 - Télécopie: +39 06 5043463
 Courriel: ifad@ifad.org
 www.ifad.org

-  ifad-un.blogspot.com
-  www.facebook.com/ifad
-  instagram.com/ifadnews
-  www.twitter.com/ifadnews
-  www.youtube.com/user/ifadTV

